

Monsieur le Président,

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Aude vient de publier son projet de cartographie de la présence des services des Finances Publiques sur le territoire audois.

Le syndicat Solidaires Finances Publiques tient à vous alerter sur la réalité et les conséquences de ce projet qui fera l'objet d'une pseudo-concertation de 4 mois au plan local avec l'ensemble des élu.es, des représentants des personnels et du Préfet.

Contrairement à ce que le gouvernement affiche, les services déconcentrés de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) vont être réduits à une portion minimaliste. Si ce plan était mis en œuvre, le nombre d'implantations réelles et pérennes chuterait. En effet, 15 trésoreries ont été fermées dans le département de l'Aude en 11 ans et il est projeté d'en supprimer encore 9 d'ici 2022 : Lézignan-Corbières, Castelnaudary, Cuxac Cabardès, Durban-Corbières, Quillan, Peyriac-Minervois, Bram, la Paierie Départementale et Leucate.

Ces fermetures désertifieront encore davantage le territoire audois, notamment les zones rurales. . Ce dispositif montre la volonté des pouvoirs publics de faire de la DGFIP des services aux missions « allégées », privilégiant l'industrialisation des tâches et le tout numérique sur la relation de proximité.

En particulier, ce traitement de masse aura une incidence non négligeable sur les délais de paiement des collectivités territoriales gérées par les trésoreries : en effet, ce délai de paiement du comptable public est actuellement de 3 jours pour les trésoreries de petite taille contre 13 jours pour la trésorerie la plus importante du département de l'Aude.

Ce sont bien évidemment les Petites et Moyennes Entreprises (PME), Très Petites Entreprises (TPE) et Micro-Entreprises, clientes privilégiées des collectivités locales, qui supporteront les premières les effets économiques induits de cet allongement prévisible des délais de paiement.

Par ailleurs, au niveau national, plus de la moitié des Services des Impôts des Entreprises (SIE) serait également supprimé. Dans l'Aude, le SIE de Limoux sera ainsi réduit à une simple antenne avant, à très court-terme, d'être définitivement fermé.

Solidaires Finances Publiques condamne donc fermement la réduction drastique du nombre de SIE qui réduit de facto la présence territoriale de la DGFIP au plus proche des entreprises

Pour les usagers professionnels, notamment du Limouxin et de la haute-vallée de l'Aude, cette réduction des services locaux de la DGFIP aura de lourdes conséquences, telle que la fin de l'exercice plein et entier des missions sur l'ensemble du territoire d'où une perte en termes de qualité et de technicité de fonctions assurées par une haute conscience professionnelle des agentes et des agents des Finances Publiques, malgré des conditions de travail de plus en plus difficiles.

Solidaires Finances Publiques revendique, plutôt que cette destruction programmée, une voie réaffirmant l'importance des missions de proximité et leur donnant tous les moyens pour être exercées dans les meilleures conditions. Ceci nécessitant la réaffirmation d'une vraie politique d'accueil et de gestion de proximité qui soit attentive des attentes et des contraintes des usagers professionnels. Ce qui implique que les services aient des moyens et notamment des moyens humains, pour mener à bien cette mission avec un réel objectif qualitatif à la clé.

Nous rappelons à cet égard que les SIE exercent une activité primordiale auprès des TPE, PME et Micro-Entreprises par la gestion de l'Impôt sur les Sociétés, le Prélèvement à la Source et la TVA, dont le remboursement rapide des crédits de TVA.

Par cette interpellation, Solidaires Finances Publiques voulait vous informer des dangers liés à ces évolutions et reste à votre disposition pour vous rencontrer pour échanger sur le sujet de la présence de notre Administration et ses enjeux pour les entreprises membres de votre syndicat.

Le Secrétaire Départemental SOLIDAIRES Finances Publiques de l'Aude

Marc LLANAS